

RÉFORME DES EXONÉRATIONS DE CHARGES PATRONALES

# Les socialistes bien silencieux

*Ericka Bareigts est la seule parlementaire socialiste locale à être montée au créneau, jusqu'ici, pour critiquer le choix du gouvernement de recentrer outre-mer les exonérations de charges sociales patronales sur les bas salaires. Les acteurs économiques vont interpeller tous les députés et sénateurs réunionnais pour leur demander d'amender le texte préparé par Victorin Lurel.*



Ericka Bareigts.



Jean-Claude Fruteau.



Patrick Lebreton.



Michel Vergoz.

Hollande, « le président des patrons » : c'était la Une du quotidien Libération, mardi. Nos confrères reprochent au chef de l'exécutif de multiplier les « cadeaux » aux entreprises au détriment des ménages.

A La Réunion, les acteurs économiques n'ont pas le sentiment de bénéficier de « ca-

deaux » de l'Etat. Dans leur collimateur : la décision du gouvernement de recentrer, outre-mer, les exonérations de charges sociales patronales sur les bas salaires (entre 1,4 et 1,6 fois le Smic). Cette réforme se traduirait pour l'Etat par une économie de 82 millions d'euros... dont la moitié environ

serait affectée à d'autres mesures en faveur des entreprises ultramarines (lire nos éditions d'hier et d'avant-hier).

Alors que ce dispositif doit figurer dans le projet de loi de Finances pour 2014, qui sera présenté le 25 septembre en Conseil des ministres, le monde patronal a bien compris que le gouvernement ne reverrait pas sa copie. Il compte davantage sur le débat parlementaire, en octobre à l'Assemblée puis en novembre au Sénat, pour amender le texte.

« Le CICE est un dispositif national mais la fin d'une partie des exonérations de charges ne s'applique qu'à La Réunion (NDLR : en réalité dans tous les Dom), expliquait Ericka Bareigts dans nos colonnes, hier. Les territoires ultramarins ne peuvent pas fournir autant d'efforts que le reste de l'hexagone. C'est une question d'équité et de méthode, aussi, parce qu'il n'y a eu aucune concertation. » L'ancienne première adjointe de Gilbert Annette veut solliciter un entretien avec Jean-Marc Ayrault pour lui dire tout le mal qu'elle pense de cette réforme.

Et les autres parlementaires socialistes ? Le Quotidien a contacté hier Jean-Claude Fruteau, Patrick Lebreton, Jean-Jacques Vlody et Michel Vergoz. Seul ce dernier (à La Réunion en ce moment contrairement à ses collègues) nous a répondu... mais sans trop se mouiller.

## Les patrons d'une seule voix

Dans cette optique, un courrier signé de l'ensemble des organisations membres de la plate-forme intervenue sur la question des dettes (Medef, CGPME, Réunion économique, chambres consulaires, FRBTP, Adir...) doit être adressé à Victorin Lurel ainsi qu'aux députés et sénateurs réunionnais dans les prochains jours.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ces derniers ne se sont pas bousculés au portillon pour apporter leur soutien aux socioprofessionnels depuis le début de la semaine. La session extraordinaire, qui a démarré mardi au palais Bourbon, mobilise toutes leurs forces, disent leurs défenseurs.

Ericka Bareigts est la seule à être montée au créneau à la sortie son entrevue (raccourcie) avec le ministre des Outre-mer mardi. Alors que la rue Oudinot met en avant le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), qui va se traduire outre-mer par 320 millions d'euros d'exonérations de charges, la députée PS de Saint-Denis refuse de mettre ce dispositif sur la même ligne que la baisse des plafonds des

CONSOMMATION

# Bouclier qualité-prix : « positif » selon l'Etat

*Alors que les ventes des produits Lurel ont grimpé de 61 % entre février et août, la préfecture considère qu'ils « répondent aux attentes des consommateurs ».*

2,4 millions d'euros : selon un calcul de la préfecture, c'est ce que les consommateurs réunionnais ont économisé au cours des six premiers mois du bouclier qualité-prix.

Comme l'indiquait Le Quotidien avant-hier, les ventes des 107 produits Lurel (le 108<sup>e</sup>, le panier de poissons pélagiques, n'est toujours pas référencé) ont grimpé de près de 61 % entre février et août.

des produits locaux. Et sur les quinze plus gros volumes, six sont produits à La Réunion.

Sept produits sont en revanche orientés à la baisse : les sardines à l'huile, les steaks hachés surgelés, le cassoulet, la confiture d'ananas, l'insecticide et les piles alcalines.

« Il semble que la liste corresponde aux attentes des consommateurs réunionnais tout en préservant la production locale qui bénéficie du dispositif pour doper ses ventes », analyse la préfecture qui salue « l'effet positif » des produits Lurel.

100 produits ont enregistré des progressions comprises entre 3 et 7 788 %. « Les hausses spectaculaires sont observées pour des produits qui n'existaient pas ou qui n'étaient pas distribués à cette échelle », indique l'Etat. Sur les quinze plus fortes hausses, huit concernent

Avec une projection de 40 millions d'euros en année pleine, le bouclier qualité-prix représente 2,6 % du chiffre d'affaires consolidé des grandes surfaces participant à l'opération.

C.B.



100 des 107 produits ont enregistré une hausse de leurs ventes en six mois. (Photo Raymond Wae Tion)

# La Fedom n'est pas satisfaite mais pragmatique

Le président de la Fédération des entreprises d'Outre-mer (Fedom) n'était pas furieux, hier, à sa sortie d'une réunion de travail au ministère des Outre-mer. Jean-Louis Philibert, qui dirige le lobby patronal, s'est dit « non pas satisfait après la mauvaise nouvelle du recentrage des exonérations de charges mais pragmatique et conscient des difficultés gouvernementales en ces temps d'économie budgétaire généralisée ».

Il a donné de nouveaux arguments contre ce recentrage des exonérations de cotisations patronales sur les bas salaires. Qui devrait rapporter 82 millions d'euros à l'administration fiscale. « Ce n'est pas une bonne idée parce que les entreprises ultramarines doivent pouvoir attirer de nouveaux cadres, gar-

der leurs talents notamment ceux qui sont jeunes et ce n'est pas un bon signal. »

Pour autant, « il y avait aussi des annonces positives lors de mon entretien avec Victorin Lurel », s'est félicité Jean-Pierre Philibert. Ainsi du fait que « la défiscalisation des matériels de transports pour certaines entreprises ne fera plus l'objet d'un agrément au premier euro ». A propos de la défiscalisation, le président de la Fedom s'est réjoui du fait que « le seuil à partir duquel il ne sera plus possible d'en bénéficier devrait être au-delà de dix millions d'euros, ce qui est rassurant ». Le prochain rendez-vous est déjà pris : il aura lieu dans l'hémicycle pour le débat du projet de loi de Finances (PLF).

J.S.

## En bref

■ **Ericka Bareigts retrouve le chemin du ministère.** Mardi, elle claquait brutalement la porte. Hier, Ericka Bareigts est revenue au ministère des Outre-mer, ses dossiers sous le bras. Cette fois, elle n'avait pas convoqué la presse et c'est dans une grande discrétion qu'elle a été reçue par le ministre ou l'un de ses conseillers. Alors que la veille, elle fustigeait violemment « le refus de dialogue de ce gouvernement », la députée de la majorité s'est cette fois contentée de sourire à la question de notre journaliste : « Je reviens travailler ». Deux rendez-vous en deux jours rue Oudinot, si ce n'est pas du dialogue...

## « Pas à prendre parti »

« Ce sujet n'est qu'un des éléments du dossier de la mission outre-mer, indique le sénateur de l'Est. J'ai choisi mon camp, qui n'est pas celui de la polémique sans fin. Je n'ai pas à prendre parti tout de suite. Je le ferai dans un autre temps et un autre lieu. » Sous entendu lorsque le projet de loi de Finances sera examiné au palais du Luxembourg.

Si les autres membres du Progrès adoptent la même ligne de conduite que Michel Vergoz, voilà les acteurs économiques locaux prévenus : ils vont devoir patienter avant de savoir si leurs revendications ont des chances d'être relayées au Parlement.

Cédric BOULLAND

## la vie des entreprises

### SRPP

#### Un nouveau directeur



Ahmed Abzizi (photo Raymond Wae Tion) a quitté

récemment ses fonctions de directeur général de la SRPP. Après cinq ans passés à la tête de la Société réunionnaise des produits pétroliers, il a rejoint le groupe Total à Singapour. Son successeur, Joël Maes, officiait jusqu'ici en Belgique pour l'autre actionnaire de la SRPP, le groupe Shell.

Total Réunion vient également de changer de directeur avec le remplacement d'Eric le Blevec, reparti en métropole, par Adil Ouriaghli. Ce dernier a hérité au passage de la présidence du comité d'importation des hydrocarbures.

Maintenant ! Profitez de nos ventes FLASH !

**INDE**

**653 € TTC**

Tarifs valables jusqu'au 30 sept. 2013

**KUALALUMPUR**

**584 € TTC**

Vol direct depuis Ile Maurice

**BEIJING**

**1230 € TTC**

Exemple de tarif pour un départ le 24 dec. 2013 retour le 12 janvier 2014

**PARIS**

**919 € TTC**

**ILE MAURITIE**

**163 € TTC**

Offre valable jusqu'au 9 octobre 2013 (retour)

AIR MAURITIUS

Renseignements et Réservations  
[www.airmauritius.re](http://www.airmauritius.re)  
 au 0262 948383, ou dans votre agence de voyages

Tarifs à partir de, soumis à conditions. Dans la limite des places disponibles. Hors frais de service.